

## Indigènes d'Amérique Latine : un journalisme qui n'existe pas encore



Photo : Diana Cariboni / IPS

Le journalisme indigène donne l'impression de se trouver à une étape analogue à celui qu'a connu le journalisme écologique, il y a quelques décades : né de la nécessité et de la dénonciation, il est l'expression d'une tension constante entre l'activisme et l'exercice professionnel. Le problème est que « *nous sommes à la fois la source et le moyen* » nous rappelle la kankuama<sup>1</sup> Silsa Arias, responsable de la communication de l'Organisation Indigène de Colombie (Onic) lors d'une discussion à La Paz, la semaine dernière, dans le cadre d'un travail de production, de recherche et de rédaction du groupe de travail « *Minga*<sup>2</sup> *journalistique : élaboration de reportages indigènes en Amérique latine* ».

---

Par Diana Cariboni, IPS<sup>3</sup>

Source : <http://envolverde.ig.com.br><sup>4</sup> 01/12/2008

Traduction : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

---

---

1 (NdTr) *kankuamo(a)* : groupe indigène vivant dans le nord de la Colombie (département du Cesar)

2 (NdTr) *minga* : vient du quechua *mink'a* qui veut dire travail collectif, il implique aussi la signification « d'accord », de « pacte »

3 (NdTr) : IPS : agence de presse : International Press Service

4 (NdTr) Envolverde : revue numérique d'information sur l'écologie et le développement



Arias est une leader du mouvement indigène de son pays, elle a aussi fait des études en journalisme et elle est responsable de l'information du site Onic et de sa radio virtuelle Dachibedeia (Notre Voix). Les participants à ce groupe de travail, pris en charge par le Fond International de Développement Agricole (Fidea) se sont fait l'écho du constat que nous venons de présenter. Ces indiens, venus de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Pérou et du Venezuela, ont assumé la responsabilité d'informer, d'éduquer ou de dénoncer sur des radios communautaires, par d'autres moyens de communication alternatifs ou locaux et par le biais d'organisations sociales ayant pour objectif différentes propositions de type éducatif et revendicatif.

Deux journalistes du Nicaragua n'ont pu participer à cette rencontre. L'un parce qu'il avait été hospitalisé d'urgence et un second parce qu'il n'a pas réussi à convaincre la compagnie aérienne qu'il n'avait pas besoin de visa pour entrer en Bolivie. Ceci montre le type de difficultés qui surgissent depuis que l'agence IPS m'a chargé d'identifier des confrères qui se consacrent aux questions indigènes, de les former et de publier leurs travaux sur notre service mondial d'information. Selon certains, dans les zones d'Amérique Latine habitées par les populations indigènes, la fracture informatique est abyssale .

Certains n'ont accès au courriel qu'une fois par semaine ou même une fois tous les 15 jours comme c'est le cas pour le Vénézuélien Jorge Montiel du peuple wayuu, qui espère pouvoir disposer d'un ordinateur personnel dans les mois qui viennent quand il aura réussi à économiser les 500 ou 600 US\$ qui lui permettront d'en acheter un d'occasion. Par ailleurs, le voyage par voie fluviale que le Colombien Milton Piranga projette de réaliser afin d'écrire sur un peuple d'Amazonie en voie d'extinction, coûte 1,500 US\$, plus cher qu'un billet d'avion pour l'Europe. Piranga fait partie d'un autre peuple également en difficulté, les koreguaje, concentré dans le département du Caquetá et réduit à environ 3,500 personnes. Son père qui était cacique, a été assassiné par la guérilla quand il avait 10 ans.

La langue espagnole apportée par les conquérants fut un objet de tension. Obligés à en acquérir la maîtrise

pour communiquer entre eux et avec le reste de la société, les indigènes l'utilisent parfois à contre-cœur. Il était intéressant de voir les invités en provenance d'autres pays, interviewant des paysans ayumaras dans les montagnes de Loripata, à 300 kms de La Paz. Teodora expliquait, impassible, dans sa langue maternelle, comment, en 25 jours et avec l'aide de ses voisins, elle avait construit l'espace où elle avait planté des navets jusqu'au moment où une Colombienne, impatiente, lui dit « *Parlez-moi en espagnol pour que l'on puisse se comprendre !* ». Face à cette situation délicate, Teodora accepta d'intercaler quelques mots d'espagnol dans son discours.

La traduction simultanée, mise en place par un technicien de la Fida, nous paraissait bien trop synthétique et ne nous a pas satisfait. Pour faire face à cette situation, ceux qui réalisaient l'entretien décidèrent de faire l'enregistrement dans sa langue maternelle et d'en demander une traduction au correspondant de IPS en Bolivie, Franz Chávez qui maîtrise bien la langue aymara. A Loripata, 50 familles de trois communautés se battent pour survivre contre



l'érosion de leur terres situées sur terrains en pente ce qui fait que les sols et les engrais disparaissent après chaque pluie.

Un programme de la Fida leur apporte une aide sous forme de financements et de connaissances techniques leur permettant de récupérer d'anciennes pratiques de culture en terrasse qui permettent de lutter efficacement contre l'érosion et de planter des arbres. Ils cultivent des pommes de terre, du maïs, quelques légumes et élèvent des poules. Malgré cela, ils nous ont offert un véritable banquet : diverses variétés de pommes de terre, bouillies et revenues à la poile, manioc, tortillas aux œufs fermiers, poulet rôti et même de la salade que l'on ne trouve que lorsque l'on a des invités.

Alors que l'on descendait par le chemin des terrasses jusqu'au village, une Péruvienne, Milza Hinostroza, âgée de 23 ans, journaliste participant au programme de radio « El Cafetalero » est passée du rôle de journaliste à celui de source d'information quand elle a commencé à raconter la réalité des petits producteurs de café, l'un des thèmes dominants. Dans le groupe, certaines questions ressemblaient à des défis. *« Pourquoi devrions-nous utiliser comme source d'information des entreprises qui ont été dénoncées pour avoir contaminé ou qui ont détruit nos terres ou encore les gouvernements s'ils apparaissent déjà tous les jours dans les journaux ou à la télévision ? Pourquoi devons-nous suivre les principes d'impartialité, de véracité, de croisement des sources si les grands médias ne le font pas quand ils donnent des information sur nous ? »* Et petit à petit les réponses firent surface.

Parce qu'un travail journalistique fait avec rigueur peut atteindre un public plus ample qu'une simple dénonciation, il peut toucher un plus grand nombre de personnes, il peut présenter les problèmes avec plus de force. De plus, le journalisme est un outil merveilleux pour accéder à une vision ample de la réalité, pour apprendre à se défendre face aux casse-tête des problèmes quotidiens, pour voir les liens occultes entre les faits et pour noter les nuances. Les hommes et les femmes qui se sont réunis la semaine dernière à La Paz sont arrivés au journalisme par nécessité, mus par une urgence antérieure : dénoncer ce qui arrive aux peuples originaires d'Amérique Latine. Ils ont remercié les organisateurs pour avoir rendu possible cette rencontre, ce dialogue et pour l'aide technique reçue. Le temps dira s'ils se maintiendront ou non dans cette profession.